

Arrêté temporaire n°2024CJT163750A1

Enregistré sous le numéro 2024CJT163750 de la Métropole de Lyon

Enregistré sous le numéro 24T306 de la Commune de Vaux-en-Velin

Objet : Réglementation de la circulation et du stationnement portant sur Rue Léonard de Vinci, Chemin Jacques Laplace, Avenue Paul Marcellin, Avenue Georges Dimitrov (Vaux en Velin)

**Le Président de la Métropole de Lyon**  
**Le Maire de la Commune de Vaux-en-Velin**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

- L'article L.3642-2,

- Les articles L.2213-2-2, L.2213-2-3, L.2213-3, L.2213-3-1 et L.2213-6 relatifs au pouvoir de police du stationnement du maire,

- Les articles L.2213-1, L.2213-1-1, L.2213-2, L.2213-3, L.2213-4, L.2213-5 et L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole;

**VU** le Code de la Route;

**VU** le Code de la Voirie Routière;

**VU** le Code Pénal et notamment l'article R.610-5;

**VU** le Code de la Sécurité Intérieure notamment l'article R.511-1;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière;

**VU** le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération Lyonnaise approuvé en Comité Syndical du Syndicat mixte des Transports pour le Rhône et l'agglomération Lyonnaise le 8 décembre 2017;

**VU** l'accord technique favorable de la métropole de Lyon, LYvia n° 202402481;

**VU** l'arrêté N° 2023-02-28-R-0128 du 28 février 2023 portant délégation de signature pour les mesures de police de la circulation, à Monsieur Fabien BAGNON, Vice-Président délégué à la voirie et aux mobilités actives ;

**VU** l'avis de la Métropole pour ce qui concerne les dispositions en matière de stationnement;

**VU** la demande du 07-05-2024 de la société SNCTP

**Considérant** qu'il incombe à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures propres à assurer le maintien du bon ordre et à prévenir tout accident pendant ces travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules.

**Considérant** que la partie de la voie concernée est située en agglomération.

## ARRÊTENT

### Article 1 - Autorisation d'occuper le domaine public

Du 03-06-2024 au 14-07-2024, la société SNCTP est autorisée à occuper le domaine public pour le motif suivant :  
Déplacement ou dévoiement de réseau de chauffage urbain.

### Article 2 - Chaussée réduite

Du 03-06-2024 au 14-07-2024, avenue Georges Dimitrov, entre l'avenue Paul Marcellin et la rue Robert Desnos, les voies seront rétrécies au droit du chantier. La **largeur de chaussée préservée sera au moins égale à : 3 mètres**, pour une voie en sens-unique ; **5 mètres**, pour une voie en double-sens ; **6.30 mètres**, pour une voie en double-sens avec poids-lourds ou bus.

### Article 3 - Circulation interdite

Du 03-06-2024 au 14-07-2024, **rue Léonard de Vinci, entre le numéro 2 et l'avenue Paul Marcellin**, la circulation est interdite à tous les véhicules **dans les deux sens**. Une déviation sera jalonnée par l'entreprise par la rue Pierre Mendès France.

### Article 4 - Circulation interdite

Du 03-06-2024 au 14-07-2024, **avenue Paul Marcellin, entre l'avenue Georges Dimitrov et la rue Auguste Renoir**, la circulation est interdite à tous les véhicules **dans les deux sens, sauf riverains des numéros 97, 99 et 101 avenue Paul Marcellin**. Une déviation sera jalonnée par l'entreprise par la rue Pierre Mendès France.

### Article 5 - Circulation interdite

Du 03-06-2024 au 14-07-2024, **chemin Jacques Laplace, au droit de l'avenue Georges Dimitrov**, la circulation est interdite à tous les véhicules . L'accès des riverains s'effectue par la rue Auguste Renoir.

### Article 6 - Suppression de voie cyclable

Du 03-06-2024 au 14-07-2024, avenue Paul Marcellin, entre l'avenue Georges Dimitrov et la rue Auguste Renoir, la voie cyclable est interdite à la circulation au droit du chantier. L'interdiction sera signalée au droit du premier carrefour en amont du chantier, dans les deux sens de circulation, et les cyclistes déviés sur un autre itinéraire.

### Article 7 - Modification du carrefour à feux

Les feux tricolores seront mis en clignotant par le service voirie de la métropole de Lyon au niveau du carrefour :  
MARCELLIN / DIMITROV / DE VINCI - VAULX EN VELIN.

La demande devra se faire par mail par l'entreprise à [vmpa.arretes@grandlyon.com](mailto:vmpa.arretes@grandlyon.com) 48 heures (jours ouvrés) avant le début de l'opération. Dans le mail l'entreprise devra stipuler ces besoins dans la plage de l'arrêté.

La mise au clignotant ne pourra se faire qu'après réception du mail de l'entreprise avec l'arrêté.

### Article 8 - Stationnement interdit

Du 03-06-2024 à 07:00 au 14-07-2024 à 17:00, avenue Georges Dimitrov, entre l'avenue Paul Marcellin et la rue Robert Desnos, le stationnement est interdit gênant.

## **Article 9 - Signalisation relative au stationnement**

**Au moins 48h00 avant le début de l'intervention, le pétitionnaire devra mettre en place les panneaux d'interdiction de stationnement** et prévenir la police municipale au numéro suivant : 04 72 04 80 96 afin de faire constater les panneaux. La signalisation comprendra au moins : un panneau B6a1 ou B6d et un panneau M6a.

L'affichage du présent arrêté sur le lieu des travaux est recommandé. **En aucun cas l'affichage du présent arrêté ne doit être posé sur les panneaux de signalisation de police et en masquer la visibilité.**

## **Article 10 - Délais des travaux**

Si les travaux ne sont pas terminés dans les délais prévus à l'article premier, l'entreprise devra obligatoirement solliciter un nouvel arrêté.

## **Article 11 - Maintien des cheminements**

Les cheminements des modes actifs (accès PMR, piéton, vélo etc.), l'accès des riverains et le passage des véhicules de secours sont maintenus en permanence et protégés par des barrières sur le trottoir au droit du chantier.

A défaut la circulation piétonne est renvoyée sur le trottoir opposé signalée. La circulation cyclable peut être renvoyée sur les voies de circulation de véhicules et signalée.

## **Article 12 - Maintien de la collecte des ordures ménagères**

L'entreprise est tenue de veiller à maintenir l'accessibilité des véhicules chargés du service d'enlèvement des ordures ménagères. **Si ce maintien est impossible, l'entreprise doit avancer les bacs en bout de rue ou sur un emplacement de collecte convenu avec la Métropole de Lyon.**

## **Article 13 - Ampliation**

Ampliation du présent arrêté sera faite à :

- l'agence des mobilités
- La Direction de la Prévention Sûreté Sécurité Urbaine de la Mairie de Vaulx-en-Velin
- La Direction Départementale de la Sécurité Publique
- La police municipale de la Mairie de Vaulx-en-Velin
- La société Keolis
- la société SNCTP
- La subdivision Collecte Est de la Métropole de Lyon
- La subdivision Nettoyement Nord-Est de la Métropole de Lyon
- Le journal Le Progrès
- Le service de gestion de la signalisation tricolore
- Le service départemental et métropolitain d'incendie et de secours
- Monsieur le responsable de la Subdivision de Voirie secteur Est

## **Article 14 - Recours**

Mesdames, messieurs : la Directrice Générale des services de la Métropole de Lyon, le(a) Directeur(trice) Général(e) des services de la Commune de Vaulx-en-Velin, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole de Lyon peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de circulation arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Maire de la Commune de Vaulx-en-Velin peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de stationnement arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

À Lyon, le 28/05/2024

À Vaulx-en-Velin, le

Pour le Président,

Fabien Bagnon,  
vice-président délégué à la  
voirie et mobilités actives

